



# Le Quotidien

## Statistique Canada

Le mercredi 26 avril 2006

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

---

### Communiqués

---

<b>Produit intérieur brut par province et territoire, 2005</b>	2
L'activité économique dans les provinces les plus à l'ouest du pays a dépassé la moyenne nationale de 2,9 % pour une deuxième année d'affilée, l'Alberta, une province riche en pétrole, venant en tête. Une analyse plus détaillée est présentée dans la <i>Revue des comptes économiques des provinces et des territoires</i> .	
<b>Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre, 2005</b>	6
Le taux de croissance pour 2005 de 1,1 % de la productivité canadienne publié le 10 mars se chiffre à 2,2 % après correction, soit la meilleure performance annuelle de la productivité depuis 2000.	
Étude : Comment les étudiants du niveau postsecondaire financent leurs études, 2001-2002	8
Assurance-emploi, février 2006	8
Indice des prix des produits agricoles, février 2006	10
Statistiques relatives aux mouvements d'aéronefs, 2005	11
<b>Nouveaux produits</b>	<b>12</b>

---



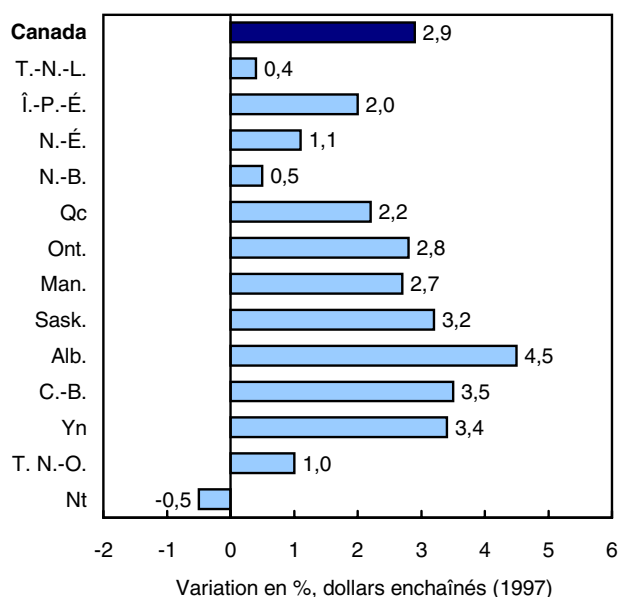
## Communiqués

### Produit intérieur brut par province et territoire

2005

L'activité économique dans les provinces les plus à l'ouest du pays a dépassé la moyenne nationale de 2,9 % pour une deuxième année d'affilée en 2005, l'Alberta, une province riche en pétrole, venant en tête.

#### Produit intérieur brut réel, 2005



Par ailleurs, l'est et le centre du Canada ont dû faire face aux coûts croissants du carburant et à l'augmentation de la concurrence étrangère, les prix de l'énergie ayant donné le ton à la croissance du produit intérieur brut (PIB) dans les provinces et les territoires.

Les augmentations du prix du pétrole tout au long de 2004 et de 2005 ont été profitables pour l'économie de l'Alberta, qui a progressé de 4,5 %, ce qui représente de loin la hausse la plus élevée parmi toutes les provinces.

La Colombie-Britannique et la Saskatchewan ont suivi de près, affichant respectivement des hausses de 3,5 % et de 3,2 %. Toutefois, dans les deux cas, la croissance a été inférieure à celle enregistrée en 2004. C'est le Manitoba qui est venu au dernier rang des provinces de l'Ouest, enregistrant une hausse de 2,7 %, alimentée par les exportations d'électricité.

#### Note aux lecteurs

Les estimations provisoires du produit intérieur brut (PIB) des provinces et des territoires pour 2005 font partie de la présente diffusion. Aucune révision n'a été réalisée pour les données des années antérieures. Des estimations révisées portant sur la période allant de 2002 à 2005 seront publiées à l'automne.

On peut consulter les analyses, les graphiques et les tableaux plus détaillés qui étaient auparavant diffusés dans Le Quotidien dans la publication électronique intitulée Revue des comptes économiques des provinces et des territoires (13-016-XIF).

La montée en flèche des prix de l'énergie, qui a fait suite à l'ouragan Katrina, a alimenté la croissance des bénéfices des sociétés dans le secteur pétrolier, ce qui a entraîné une hausse de l'investissement. L'essor énergétique a aussi été accompagné d'une appréciation de la devise canadienne qui, conjuguée à l'augmentation de la concurrence internationale, a eu un effet modérateur sur la production et les exportations du secteur de la fabrication.

La vigueur persistante du revenu personnel disponible et les faibles taux d'intérêt ont soutenu les activités dans le secteur de la construction résidentielle partout au pays, et les dépenses de consommation ont augmenté de 4,0 %.

Dans l'ensemble du pays, les hausses ont été attribuables à l'investissement, au commerce et aux services financiers. La production de services a dépassé la production de biens, soit l'inverse de ce qui s'est produit en 2004, alors que la production de biens dominait.

#### L'Ouest : Les prix du pétrole alimentent la croissance économique

La croissance économique en Alberta a été supérieure à la moyenne canadienne pour une troisième année consécutive. La montée en flèche des prix du pétrole en 2005 a entraîné des hausses considérables des bénéfices des sociétés ainsi qu'une intensification de l'investissement des entreprises et des dépenses personnelles.

Affichant un taux de chômage de 3,9 %, l'Alberta a démontré sa vigueur dans tous les secteurs de l'économie. La province a été confrontée aux demandes imposées à ses infrastructures en raison de la hausse de la migration interprovinciale.

La fabrication a progressé de 8,9 %, ayant fourni des machines, des tubes et des tuyaux en acier ainsi

que des bâtiments temporaires au secteur pétrolier en effervescence dans le nord de l'Alberta. Le niveau d'emploi plus élevé a contribué au raffermissement du revenu du travail, et les dépenses de consommation ont crû. Les nouveaux propriétaires de maisons ont profité du fait que leurs portefeuilles étaient bien remplis pour acheter des meubles et des véhicules automobiles neufs.

Ironiquement, malgré la hausse des prix, la production de pétrole a décliné en 2005. L'activité dans le secteur des sables bitumineux du nord de l'Alberta a été ralentie par des difficultés de production au début de l'année. Toutefois, l'investissement s'est poursuivi, et la province n'a pas encore ressenti toutes les répercussions de l'expansion de la production de pétrole brut synthétique.

L'économie de la Saskatchewan a dépassé la moyenne canadienne pour une troisième année consécutive. Toutefois, la croissance de 3,2 % observée en 2005 a été légèrement inférieure à celle de 3,4 % enregistrée en 2004. La vigueur des prix de l'énergie a entraîné des bénéfices élevés pour les sociétés des secteurs miniers et de la fabrication. Les activités du secteur de la fabrication ont progressé de façon notable, l'essor s'étant concentré dans les produits de bois et les produits métalliques, en réponse aux besoins des domaines de la construction et de l'exploration pétrolière.

Dans le secteur minier, la production de potasse a dépassé celle de 2004, et la demande internationale a alimenté la production d'uranium. Comme en Alberta, l'extraction de pétrole brut a diminué légèrement, les producteurs d'énergie ayant accentué leurs efforts afin de trouver des nouvelles sources de pétrole.

Une troisième augmentation consécutive à deux chiffres de la production agricole n'a pas été suffisante pour relever le revenu des agriculteurs, alors qu'une saison de récolte pluvieuse a nuit à la qualité du blé et a entraîné une baisse des prix.

L'économie du Manitoba a connu une croissance de 2,7 %, soit une hausse légèrement supérieure à celle de 2,3 % enregistrée en 2004. Les exportations d'électricité ont fait un bond, les niveaux de l'eau dans le nord du Manitoba ayant contribué à la production hydroélectrique. Le Manitoba a enregistré le deuxième taux de chômage le plus bas au pays, ce qui, conjugué à la vigueur du revenu du travail et au maintien des faibles taux d'intérêt, a favorisé la construction résidentielle et les dépenses personnelles.

La production agricole a connu une baisse marquée, les agriculteurs ayant souffert des mauvaises conditions climatiques. Toutefois, les producteurs de bétail ont profité de la réouverture des marchés d'exportation de boeuf canadien.

En Colombie-Britannique, une diminution marquée du taux de chômage et la vigueur du revenu du travail ont stimulé la construction résidentielle. Les acheteurs de maisons ont ainsi fait l'acquisition de meubles, ce qui a rehaussé les dépenses en biens durables. L'essor de la construction résidentielle a aussi profité aux banquiers, aux avocats et aux agents immobiliers. Les dépenses des administrations publiques ont augmenté en parallèle avec les besoins d'infrastructures liés au parc de logements neufs.

La production forestière a crû de façon modérée. Toutefois, les exportations de bois d'oeuvre ont souffert de la hausse de la valeur du dollar canadien. Pour leur part, les exportations de gaz naturel et d'électricité ont augmenté considérablement. Dans l'ensemble, la production de biens a dépassé la production de services pour une troisième année consécutive.

### **Provinces de l'Atlantique : La croissance s'accélère à l'Île-du-Prince-Édouard**

L'économie de l'Île-du-Prince-Édouard a dominé celles des provinces de l'Atlantique en 2005, affichant une croissance de 2,0 %, légèrement supérieure à celle de 1,8 % enregistrée en 2004. La vigueur du revenu du travail, les faibles taux d'intérêt et le maintien de la stabilité d'emploi ont entraîné une augmentation des dépenses personnelles en biens durables et de l'investissement des entreprises en machines et matériel. La production du secteur de la fabrication a progressé, en dépit des récoltes plus faibles de pommes de terre et d'une pêche au homard moins fructueuse.

La production économique de la Nouvelle-Écosse a augmenté de 1,1 %, ce qui représente une hausse légèrement inférieure à celle de 1,4 % observée en 2004. Les dépenses des administrations publiques ont progressé de 3,5 %, la production dans les hôpitaux et les universités ayant repris après les restrictions imposées l'année précédente. Le revenu du travail a fait un bond de 5,2 %, et le commerce de détail a profité d'une augmentation de 2,2 % des ventes de véhicules automobiles neufs. La production de biens a tiré de l'arrière par rapport à la production de services, et les exportations ont légèrement fléchi.

L'économie de Terre-Neuve-et-Labrador a repris à la suite des grèves qui ont touché le secteur public en 2004, affichant une hausse légère de 0,4 % en 2005. Les ressources naturelles ont continué de jouer un rôle important dans l'économie de la province, la mine de nickel de Voisey Bay et le champ pétrolier White Rose étant entrés en production à la fin de l'année. En raison de problèmes de matériel, la production pétrolière d'Hibernia et celle de Terra Nova ont décliné encore une fois en 2005, et les exportations globales ont baissé légèrement pour une deuxième année consécutive.

L'économie du Nouveau-Brunswick a progressé de 0,5 % en 2005, soit un rythme bien inférieur à celui enregistré en 2004. L'investissement des entreprises a progressé plus rapidement que celui des administrations publiques et a servi à répondre à la demande de logements, de bureaux et de locaux de vente au détail. L'activité du secteur de la fabrication a diminué, en raison de la réduction de la production de papier et d'aliments. Les consommateurs ont profité du maintien des faibles taux d'intérêt et de la vigueur du revenu du travail, les dépenses personnelles ayant suivi la progression économique de 2004.

### **Centre du Canada : La vigueur des marchés du travail est à l'origine de la performance**

La production économique en Ontario a progressé de 2,8 % en 2005. Il s'agit d'un rythme légèrement plus faible que la moyenne canadienne et ce, pour une troisième année consécutive. L'appréciation de la devise canadienne et l'augmentation de la concurrence étrangère ont ralenti la croissance des exportations par rapport au rythme vertigineux atteint en 2004. Toutefois, l'important secteur de l'automobile est demeuré vigoureux, en raison d'une demande soutenue à l'exportation pour les véhicules automobiles et les camions lourds fabriqués en Ontario.

Les hausses au chapitre de l'emploi dans les industries de services ont compensé les pertes d'emploi dans certaines industries du secteur de la fabrication. Le taux de chômage a diminué pour une troisième année consécutive. La vigueur du revenu du travail et les faibles taux d'intérêt ont alimenté les dépenses personnelles.

Au Québec, la production de biens a été inférieure à la production de services. La production économique a progressé de 2,2 %, en légère baisse comparativement au taux enregistré en 2004. L'industrie aérospatiale a été le principal facteur à l'origine de l'activité du secteur de la fabrication, grâce à l'intérêt renouvelé à l'échelle mondiale pour les voyages en avion. La production d'aluminium a connu un essor, en raison de l'augmentation de la capacité. Les fabricants de matériel électronique ont aussi fait des progrès, mais la hausse de la devise canadienne et une plus forte concurrence étrangère ont entraîné des baisses dans une grande partie du secteur de la fabrication.

La construction résidentielle a diminué, mais est demeurée supérieure de 50 % à celle observée il y a cinq ans. Les dépenses personnelles sont demeurées vigoureuses, les articles coûteux, comme les véhicules

automobiles et les appareils ménagers, ayant été à l'origine de la presque totalité de la hausse.

### **Territoires : Le Yukon mène la marche encore une fois**

La production économique du Yukon a augmenté de 3,4 % l'an dernier, ce qui constitue un taux de croissance légèrement inférieur à celui de 3,5 % enregistré en 2004. Le Centre des Jeux du Canada a été à l'origine de la remontée de l'investissement des entreprises. Le marché du travail serré a contribué à la hausse du revenu personnel, qui a entraîné des augmentations des dépenses personnelles et de la demande de logement. Le tourisme a progressé, les services d'hébergement et le transport aérien en ayant tiré des bénéfices.

Dans les Territoires du Nord-Ouest, la production économique n'a augmenté que de 1,0 %, soit la hausse la plus faible depuis 1999. Les opérations minières ayant presque atteint leur pleine capacité dans les mines de diamants existantes des Territoires du Nord-Ouest, la construction d'une nouvelle mine à Snap Lake est devenue le nouveau facteur principal à l'origine de la croissance. Les camionneurs et les compagnies aériennes ont profité des activités de construction, et la croissance du revenu du travail est demeurée forte en 2005.

L'économie du Nunavut a connu une baisse légère de 0,5 % en 2005. L'activité minière et les exportations de minerais ont connu un recul, en raison de la fermeture d'une autre mine. Cependant, le développement de l'emplacement de la mine Jericho est de bon augure pour l'avenir. La fin de plusieurs projets de construction d'édifices publics a entraîné une augmentation dans les services des différents ordres de gouvernement mais aussi une certaine léthargie dans les activités de construction.

### **Analyse et tableaux détaillés**

Pour obtenir une analyse plus détaillée de la parution d'aujourd'hui de la comptabilité nationale, y compris des graphiques et des tableaux additionnels, consultez le numéro de 2005 des estimations provisoires de *La revue des comptes économiques des provinces et des territoires*, vol. 2, n° 1 (13-016-XIF, gratuit), qui est maintenant accessible en ligne. À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet* choisissez *Gratuites*, puis *Comptes nationaux*.

## **Produits, services et demandes de renseignements**

### **Comptes économiques provinciaux**

**Données stockées dans CANSIM : tableaux 384-0001, 384-0002, 384-0004 à 384-0013 et 384-0036.**

**Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 1303, 1401, 1402 et 1902.**

La publication *Comptes économiques provinciaux, Tableaux et document analytique, estimations préliminaires 2005* (13-213-PPB, 54 \$; 13-213-DDB, 428 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*. Les disquettes sont aussi en vente, à un coût moindre, sept jours ouvrables après la parution officielle (13-213-XDB, 86 \$). Pour acheter ces produits, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-3810 ([iead-info-dcrd@statcan.ca](mailto:iead-info-dcrd@statcan.ca)), Division des comptes des revenus et des dépenses.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent d'information au (613) 951-3640 ([iead-info-dcrd@statcan.ca](mailto:iead-info-dcrd@statcan.ca)), Division des comptes des revenus et des dépenses.

### **Produit intérieur brut provincial par industrie**

**Données stockées dans CANSIM : tableau 379-0025.**

Pour commander des données sur le produit intérieur brut provincial par industrie aux prix de base, communiquez avec le Service à la clientèle au 1 800 887-IMAD ([imad@statcan.ca](mailto:imad@statcan.ca)), Division des comptes des industries.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Bruce Cooke au (613) 951-9061([cookeb@statcan.ca](mailto:cookeb@statcan.ca)), Division des comptes des industries. ■

## Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre 2005 (données corrigées)

Les statistiques du travail conformes aux comptes nationaux qui sont diffusés aujourd'hui avec les comptes économiques provinciaux comprennent les corrections des heures travaillées pour 2005. Ces corrections n'étaient pas reflétées dans les estimations provisoires de la croissance de productivité qui ont été publiées le 10 mars 2006. Ces changements des heures travaillées entraînent un ajustement substantiel à la hausse de la croissance de la productivité du travail dans le secteur des entreprises en 2005.

Le taux de croissance pour 2005 de 1,1 % de la productivité canadienne publié le 10 mars se chiffre à 2,2 % après correction, soit la meilleure performance annuelle de la productivité depuis 2000.

Après avoir connu une croissance lente en 2003 et en 2004, la productivité dans le secteur des entreprises s'est, en effet, considérablement redressée en 2005. Ce regain de vitalité s'est produit dans le contexte d'un net ralentissement des heures travaillées conjugué à une croissance économique soutenue.

La productivité du travail aux États-Unis a progressé de 2,7 % en 2005. Étant donné la correction des estimations canadiennes de 2005, l'écart de croissance de productivité entre le Canada et les États-Unis s'est réduit à seulement 0,5 point de pourcentage en 2005, soit l'écart le plus faible des cinq dernières années.

Les tableaux CANSIM 383-0008 et 383-0012 seront disponibles sous peu.

### Note aux lecteurs

*Dans le présent communiqué, les estimations de la productivité du travail pour la période allant de 2004 à 2005 dans le secteur des entreprises ont été révisées à la hausse par rapport à celles initialement publiées le 10 mars 2006 puis retirées de notre site Web par la suite. Ces nouvelles statistiques incorporent des corrections aux estimations des heures travaillées en 2005. Les estimations publiées le 10 mars ne prenaient pas correctement en compte les différences en termes de jours ouvrables entre 2004 et 2005, en particulier le fait que l'année 2004 avait deux jours ouvrables de plus que 2005.*

*Cet ajustement pour les jours ouvrables sur les estimations des heures travaillées pour 2005 est appréciable, particulièrement pour la productivité du travail et la rémunération horaire. Statistique Canada s'excuse des inconvénients que cette erreur aurait pu causer.*

*Des révisions mineures ont également été apportées aux estimations à la suite de l'amélioration de la division du nombre d'heure entre le secteur des entreprises et le secteur non commercial.*

### Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5042.

Pour obtenir des données, communiquez avec le Service à la clientèle ([productivite.mesures@statcan.ca](mailto:productivite.mesures@statcan.ca)). Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec John R. Baldwin au (613) 951-8588 ou avec Mustapha Kaci au (613) 951-3374, Division de l'analyse microéconomique. Télécopieur : (613) 951-3292. □

**Secteur des entreprises : productivité du travail et variables connexes pour le Canada et les États-Unis**

	Quatrième trimestre de 2003	Pre-mier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005
var. en % d'un trimestre à l'autre, données désaisonnalisées									
<b>Canada</b>									
Productivité du travail	-0,1	-0,2	-0,6	1,2	0,7	0,3	0,3	0,9	0,6
Produit brut intérieur (PIB) réel	1,0	0,8	1,2	0,8	0,5	0,5	0,8	1,0	0,7
Heures travaillées	1,1	0,9	1,8	-0,3	-0,3	0,2	0,4	0,0	0,2
Rémunération horaire	0,0	0,2	-0,8	1,3	1,5	0,7	1,1	1,8	1,8
Coût unitaire de main-d'oeuvre	0,1	0,4	-0,1	0,0	0,8	0,5	0,6	0,9	1,2
Taux de change <sup>1</sup>	-4,7	0,2	3,2	-3,9	-6,6	0,5	1,4	-3,3	-2,4
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	5,0	0,2	-3,2	4,1	7,9	0,0	-0,7	4,6	3,6
<b>États-Unis<sup>2</sup></b>									
Productivité du travail	0,0	0,9	0,9	0,4	0,7	0,8	0,3	1,3	0,0
PIB réel	0,7	1,2	1,0	1,1	0,9	1,1	0,9	1,2	0,4
Heures travaillées	0,6	0,3	0,1	0,7	0,3	0,2	0,7	0,0	0,4
Rémunération horaire	0,6	1,0	0,9	1,6	2,7	1,2	0,1	1,5	0,8
Coût unitaire de main-d'oeuvre	0,6	0,1	0,1	1,1	2,0	0,3	-0,2	0,3	0,7
						Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005
					2003	2004	2005		
var. annuelle en %									
var. en % par rapport au même trimestre de l'année précédente, données désaisonnalisées									
<b>Canada</b>									
Productivité du travail			0,4	0,0	2,2	1,6	2,6	2,3	2,2
PIB réel			1,6	3,1	2,8	3,0	2,5	2,7	3,0
Heures travaillées			1,3	3,1	0,6	1,5	0,1	0,3	0,8
Rémunération horaire			2,3	0,9	4,5	2,7	4,7	5,1	5,5
Coût unitaire de main-d'oeuvre			1,8	0,9	2,3	1,1	1,9	2,8	3,3
Taux de change <sup>1</sup>			-10,8	-7,1	-6,9	-6,9	-8,6	-8,1	-4,0
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US			14,5	8,4	9,9	8,7	11,4	11,9	7,5
<b>États-Unis<sup>2</sup></b>									
Productivité du travail			4,1	3,5	2,7	2,8	2,2	3,0	2,4
PIB réel			3,4	4,8	4,0	4,1	4,1	4,2	3,7
Heures travaillées			-0,7	1,3	1,3	1,2	1,9	1,1	1,3
Rémunération horaire			4,0	4,7	5,4	6,5	5,7	5,6	3,6
Coût unitaire de main-d'oeuvre			-0,1	1,2	2,7	3,6	3,4	2,5	1,2

1. Le taux de change correspond à la valeur du dollar des États-Unis exprimée en dollars canadiens.

2. Les données américaines proviennent du Bureau of Labor Statistics (NEWS, Productivity and costs - quatrième trimestre de 2005, publié le 7 mars).

## Étude : Comment les étudiants du niveau postsecondaire financent leurs études 2001-2002

Une nouvelle étude révèle que, de façon générale, aucune source de financement ne suffisait à elle seule à couvrir les frais de base des programmes d'études postsecondaires de la majorité des étudiants durant l'année scolaire 2001-2002.

L'étude est fondée sur les données de l'Enquête sur la participation aux études postsecondaires de 2002 pour examiner les frais d'études, incluant les frais de scolarité et l'achat de livres et de fournitures, ainsi que l'aide financière dont bénéficiaient les étudiants de 18 à 24 ans (17 à 24 ans au Québec) qui faisaient des études postsecondaires cette année-là.

L'étude porte sur le financement des études postsecondaires en fonction des différents niveaux de coûts, en l'occurrence les programmes les moins coûteux (moins de 2 500 \$), les programmes moyennement coûteux (2 500 \$ à 5 000 \$) et les programmes les plus coûteux (plus de 5 000 \$).

Environ le quart des étudiants étaient inscrits à un des programmes les moins coûteux, 36 %, à un programme moyennement coûteux et 40 %, à un des programmes les plus coûteux.

En 2001-2002, l'étudiant type qui a fréquenté un établissement d'études postsecondaires a dû déboursé quelque 4 000 \$ pour acquitter ses frais de scolarité et acheter ses livres et ses fournitures.

Dans l'ensemble, la principale source de financement était les économies personnelles, suivies des gains provenant d'un emploi et de l'argent donné par des membres de la famille, un conjoint ou des amis.

Environ 85 % des étudiants inscrits à un des programmes les plus coûteux ont mentionné que les économies personnelles représentaient pour eux une source de financement, mais même celles-ci ne suffisaient pas à couvrir les frais de scolarité et l'achat de livres et de fournitures pour la majorité des étudiants.

Les économies personnelles des étudiants inscrits à un de ces programmes couvraient ou dépassaient les frais d'études dans seulement 24 % des cas environ. En fait, ce n'est que dans la catégorie des programmes les moins coûteux qu'une source de financement particulière permettait de couvrir les frais de scolarité ainsi que l'achat de livres et de fournitures de plus de la moitié des étudiants.

Les prêts étudiants, une importante source de financement, ont été utilisés par 26 % des étudiants. Cependant, 15 % à peine de tous les étudiants ont couvert les frais liés à leurs études au moyen d'un prêt étudiant (soit environ 60 % des bénéficiaires de prêt).

Presque tous les bénéficiaires de prêt de la catégorie des programmes les moins coûteux pouvaient payer leurs frais d'études grâce à leur prêt, comparativement à moins de la moitié des étudiants dans la catégorie des programmes les plus coûteux.

Les subventions et les bourses d'études, qui constituent l'autre principale forme de soutien financier non familial ou personnel, étaient généralement trop petites pour couvrir le coût des études. Même si 29 % des étudiants ont obtenu des subventions ou des bourses d'études, cette source suffisait à payer la totalité des coûts des études dans le cas de seulement 5 % de la population étudiante.

Les étudiants ont eu recours à une grande variété de sources de financement pour payer leurs études. Ils ont toutefois fait appel davantage à certaines sources qu'à d'autres. Durant l'année scolaire 2001-2002, plus de 90 % des étudiants ont recouru à plus d'une source.

Comme on pouvait s'y attendre, les étudiants inscrits à un des programmes les plus coûteux étaient plus susceptibles que ceux qui suivaient un des programmes les moins coûteux de compter sur un plus grand nombre de sources.

### Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 4446.

Le rapport *Comment les étudiants du niveau postsecondaire financent leurs études : Résultats de l'Enquête sur la participation aux études postsecondaires* (81-595-MIF2006042, gratuit), qui fait partie de la série *Culture, tourisme et Centre de la statistique de l'éducation - Documents de recherche*, est maintenant disponible. Voir *Pour commander les produits*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec le Service à clientèle au (613) 951-7608 ou composez sans frais le 1 800 307-3382 ([educationstats@statcan.ca](mailto:educationstats@statcan.ca)), Culture, tourisme et Centre de la statistique de l'éducation. Télécopieur : (613) 951-9040. ■

### Assurance-emploi

Février 2006 (données provisoires)

En février, le nombre estimatif de Canadiens, corrigé en fonction des facteurs de saisonnalité, ayant reçu des prestations ordinaires d'assurance-emploi a été de 500 440, pratiquement inchangé par rapport à janvier.

De légères variations ont été observées parmi toutes les provinces, allant d'une baisse de 1,3 %



en Nouvelle-Écosse à une hausse de 2,1 % en Saskatchewan. À l'échelle nationale, le nombre de prestataires ordinaires a diminué de 5,1 % comparativement à février 2005.

Les prestations ordinaires versées en février ont totalisé 691,7 millions de dollars tandis que le nombre de demandes initiales et renouvelées s'est établi à 217 430.

### Statistiques sur l'assurance-emploi

	Février 2006	Janvier 2006	Février 2005	Janvier à février 2006	Février à février 2005
données désaisonnalisées					
	var. en %				
Bénéficiaires ordinaires	500 440 <sup>P</sup>	500 330 <sup>f</sup>	527 090	0,0	-5,1
Montant versé de prestations ordinaires (en millions de dollars)	691,7 <sup>P</sup>	686,7 <sup>f</sup>	709,1	0,7	-2,4
Demandes initiales et renouvelées reçues (en milliers)	217,4 <sup>P</sup>	229,1 <sup>f</sup>	244	-5,1	-10,9
données non désaisonnalisées					
Ensemble des bénéficiaires (en milliers) <sup>1</sup>	944,8 <sup>P</sup>	946,3 <sup>P</sup>	983,0		
Bénéficiaires ordinaires (en milliers)	644,0 <sup>P</sup>	649,3 <sup>P</sup>	677,1		
Demandes initiales et renouvelées reçues (en milliers)	171,4	330,8	195,9		
Montant versé (en millions de dollars)	1 416,5	1 619,3	1 425,7		
données cumulatives (janvier à février)					
			2006	2005	2005 à 2006
					var. en %
Demandes reçues (en milliers)			502,2	526,0	-4,5
Montant versé (en millions de dollars)			3 035,8	3 042,0	-0,2

<sup>r</sup> Données révisées.

<sup>P</sup> Données provisoires.

1. L'ensemble des bénéficiaires inclut tous les prestataires recevant des prestations de type ordinaire (par exemple, en raison d'un licenciement) ou des prestations spéciales (par exemple, pour cause de maladie). Ces bénéficiaires comprennent toutes les personnes qui ont reçu des prestations pour la semaine de référence de l'Enquête sur la population active qui comprend habituellement le 15<sup>e</sup> jour du mois.

### Nombre de bénéficiaires recevant des prestations ordinaires

	Février 2006 <sup>P</sup>	Janvier à février 2006	Février à février 2006
données désaisonnalisées			
	var. en %		
<b>Canada</b>	<b>500 440</b>	<b>0,0</b>	<b>-5,1</b>
Terre-Neuve-et-Labrador	38 540	0,5	3,7
Île-du-Prince-Édouard	7 820	0,6	-2,4
Nouvelle-Écosse	28 600	-1,3	-3,1
Nouveau-Brunswick	32 700	0,3	-5,1
Québec	175 400	0,8	-1,4
Ontario	129 570	-0,9	-2,7
Manitoba	11 080	-0,3	-12,5
Saskatchewan	9 950	2,1	-15,5
Alberta	19 030	0,2	-24,1
Colombie-Britannique	44 480	-0,8	-18,4
Yukon	840	-4,5	-5,6
Territoires du Nord-Ouest	760	-1,3	7,0
Nunavut	410	-2,4	-2,4

<sup>P</sup> Données provisoires.

**Note:** Le nombre de bénéficiaires comprend toutes les personnes qui ont reçu des prestations ordinaires pour la semaine de référence de l'Enquête sur la population active qui comprend habituellement le 15<sup>e</sup> jour du mois.

**Nota :** Les données du programme des statistiques de l'assurance-emploi sont produites à partir de données administratives et peuvent de temps à autre subir l'effet de changements apportés à la *Loi sur l'assurance-emploi* ou aux procédures administratives. Le nombre de bénéficiaires représente toutes les personnes qui ont reçu des prestations d'assurance-emploi du 12<sup>e</sup> au 18<sup>e</sup> jour de ce mois. Cette période coïncide avec la semaine de référence de l'Enquête sur la population active. Les prestations ordinaires versées représentent le montant total d'argent perçu par les individus durant le mois.

**Données stockées dans CANSIM : tableaux 276-0001 à 276-0006, 276-0009, 276-0011, 276-0015 et 276-0016.**

**Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2604.**

Les données de mars sur l'assurance-emploi seront diffusées le 30 mai.

Pour obtenir des données ou plus de renseignements, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-4090 ou composez sans frais le 1 866 873-8788 (*travail@statcan.ca*). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Gilles Groleau (613-951-4091), Division de la statistique du travail.

## Indice des prix des produits agricoles

Février 2006

Les prix que les agriculteurs ont reçus pour leurs produits agricoles en février 2006 ont été inférieurs de 7,0 % à ceux de février 2005, les prix des céréales et les prix du bétail ayant fléchi.

Les prix du bétail et des produits d'origine animale ont diminué de 7,7 % par rapport à février 2005. Il s'agit d'une troisième baisse annuelle consécutive de l'indice, qui avait connu des augmentations presque continues pendant un an et demi.

Les prix de tous les indices du bétail et des produits d'origine animale, sauf celui des oeufs, ont chuté en février. Les baisses d'une année à l'autre ont varié de 0,8 % pour la volaille à 24,9 % pour les porcs.

Dans l'ensemble, les prix des cultures ont régressé de 2,6 % par rapport à février 2005, ce qui a prolongé la tendance à la baisse d'une année à l'autre amorcée en juillet 2003, selon l'Indice des prix des produits agricoles (IPPA). Les prix que les agriculteurs ont obtenus pour les céréales, les oléagineux, les fruits et les cultures spéciales ont diminué.

En février, sur une base mensuelle, les prix que les agriculteurs ont reçus pour leurs produits agricoles ont reculé de 0,1 % par rapport à janvier.

L'IPPA (1997=100) s'est établi à 91,4 en février, un niveau pratiquement inchangé par rapport à l'indice révisé de 91,5 en janvier.

L'indice du bétail et des produits d'origine animale a diminué de 0,3 % en février par rapport à l'indice révisé de janvier, les prix des bovins et des veaux et les prix des porcs ayant fléchi.

Les prix des porcs ont accusé un sixième recul mensuel consécutif en février. La pression à la baisse a été attribuable aux stocks élevés en Amérique du Nord et à la vigueur du dollar canadien.

Les prix des bovins et des veaux ont régressé de 2,6 % en février. Il s'agit du quatrième déclin mensuel depuis la réouverture de la frontière au commerce des bovins vivants (de moins de 30 mois) en juillet 2005.

Les prix des cultures sont demeurés pratiquement inchangés par rapport à janvier, l'augmentation des prix

des pommes de terre et des fruits ayant fait un léger contrepois à la baisse des indices des céréales, des oléagineux, des cultures spéciales et des légumes.

Les prix des pommes de terre se sont accrus en février. Il s'agit d'une quatrième hausse mensuelle consécutive de l'indice, celle-ci ayant été soutenue par la baisse de 18 % de la production l'automne dernier. La diminution du nombre de contrats de transformation des pommes de terre et la faiblesse des prix en 2004 se sont traduites par une baisse de 8 % du nombre d'acres ensemencés. Par ailleurs, les mauvaises conditions de croissance au cours de la dernière saison ont nui davantage à la production.

Les prix des oléagineux ont régressé de 2,1 % en février pour atteindre leur plus bas niveau depuis février 2001. Après avoir connu des hausses au printemps de 2005, les prix des oléagineux ont suivi une tendance à la baisse, celle-ci témoignant de l'abondance des approvisionnements et de la vigueur du dollar canadien.

L'indice des céréales a fléchi de 0,8 %, les prix des céréales ayant diminué en raison des mêmes facteurs, tels que les prix des oléagineux, une production record, la vigueur du dollar canadien et les conditions de croissance et de récolte qui ont nui à la qualité.

**Données stockées dans CANSIM : tableaux 002-0021 et 002-0022.**

**Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5040.**

Le numéro de février 2006 de la publication *Indice des prix des produits agricoles*, vol. 6, n° 2 (21-007-XIF, gratuite) est maintenant accessible en ligne. À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Gratuites*, puis *Agriculture*.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, composez sans frais le 1 800 465-1991. Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Marco Morin au (613) 951-2074 ([marco.morin@statcan.ca](mailto:marco.morin@statcan.ca)), Division de l'agriculture. Télécopieur : (613) 951-3868. □

**Indice des prix des produits agricoles**  
(1997=100)

	Février 2005 <sup>r</sup>	Janvier 2006 <sup>r</sup>	Février 2006 <sup>p</sup>	Février 2005 à février 2006 var. en %	Janvier à février 2006
<b>Indice des prix des produits agricoles</b>	<b>98,3</b>	<b>91,5</b>	<b>91,4</b>	<b>-7,0</b>	<b>-0,1</b>
<b>Cultures</b>	<b>83,3</b>	<b>81,0</b>	<b>81,1</b>	<b>-2,6</b>	<b>0,1</b>
Céréales	72,0	59,1	58,6	-18,6	-0,8
Oléagineux	73,3	69,8	68,3	-6,8	-2,1
Cultures spéciales	88,5	71,8	70,5	-20,3	-1,8
Fruits	103,4	100,8	102,0	-1,4	1,2
Légumes	115,1	121,4	121,3	5,4	-0,1
Pommes de terre	117,2	151,7	155,4	32,6	2,4
<b>Bétail et produits d'origine animale</b>	<b>109,1</b>	<b>101,0</b>	<b>100,7</b>	<b>-7,7</b>	<b>-0,3</b>
Bovins et veaux	109,9	106,7	103,9	-5,5	-2,6
Porcs	89,4	67,3	67,1	-24,9	-0,3
Volaille	101,9	101,1	101,1	-0,8	0,0
Oeufs	95,4	96,3	96,9	1,6	0,6
Produits laitiers	133,1	128,3	131,3	-1,4	2,3

<sup>r</sup> Données révisées.

<sup>p</sup> Données provisoires.

**Statistiques relatives aux mouvements  
d'aéronefs**  
2005

En 2005, le nombre total de décollages et d'atterrissages aux aéroports canadiens dotés de tours de contrôle et de stations d'information de vol de NAV CANADA s'est chiffré à 5,56 millions, à peu près inchangé (+0,1 %) par rapport à 2004.

Les statistiques pour les aéroports canadiens sans tour de contrôle de la circulation aérienne sont aussi disponibles. En 2005, ces 110 aéroports ont déclaré 0,57 million de décollages et d'atterrissages.

**Définitions, sources de données et méthodes :  
numéro d'enquête 2715.**

Le rapport annuel *Statistiques relatives aux mouvements d'aéronefs* (TP577, gratuit) est maintenant accessible dans le site Web de Transports Canada (<http://www.tc.gc.ca/pol/fr/Rapport/TP577/tp577.htm>). Pour obtenir des renseignements concernant ce site, communiquez avec Michel Villeneuve au (613) 990-3825 ([villenm@tc.gc.ca](mailto:villenm@tc.gc.ca)).

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Kathie Davidson au (613) 951-0141 ([aviationstatistics@statcan.ca](mailto:aviationstatistics@statcan.ca)), Division des transports. Télécopieur: (613) 951-0010.

---

## Nouveaux produits

---

**Revue des comptes économiques des provinces et des territoires, estimations préliminaires, 2005**, vol. 2, n° 1  
**Numéro au catalogue : 13-016-XIF**  
(gratuit).

**Comptes économiques provinciaux, estimations annuelles - Jour de parution, 2005**  
**Numéro au catalogue : 13-213-DDB** (428 \$).

**Comptes économiques provinciaux, estimations annuelles - Tableaux et document analytique, 2005**  
**Numéro au catalogue : 13-213-PPB** (54 \$).

**Comptes économiques provinciaux, estimations annuelles, 2005**  
**Numéro au catalogue : 13-213-XDB** (86 \$).

**Indice des prix des produits agricoles, février 2006**, vol. 6, n° 2  
**Numéro au catalogue : 21-007-XIF**  
(gratuit).

**Exportations par marchandise, janvier 2006, vol. 63, n° 1**  
**Numéro au catalogue : 65-004-XMB** (40 \$/387 \$).

**Exportations par marchandise, janvier 2006, vol. 63, n° 1**  
**Numéro au catalogue : 65-004-XPB** (84 \$/828 \$).

**Importations par marchandise, février 2006, vol. 63, n° 2**  
**Numéro au catalogue : 65-007-XMB** (40 \$/387 \$).

**Importations par marchandise, février 2006, vol. 63, n° 2**  
**Numéro au catalogue : 65-007-XPB** (84 \$/828 \$).

**Culture, tourisme et Centre de la statistique de l'éducation - Documents de recherche : Comment les étudiants du niveau postsecondaire financent leurs études : Résultats de l'Enquête sur la participation aux études postsecondaires, 2001-2002**  
**Numéro au catalogue : 81-595-MIF2006042**  
(gratuit).

**Fichier des particuliers (fichier plat ASCII), recensement de 2001 (fichiers de microdonnées à grande diffusion)**  
**Numéro au catalogue : 95M0016XCB** (1 000\$).

**Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.**

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM et -XBB ou XBF, une base de données.

## Pour commander les produits

### Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le : **1 800 267-6677**

Pour les autres pays, composez le : **1 613 951-7277**

Pour envoyer votre commande par télécopieur,  
composez le : **1 877 287-4369**


Pour un changement d'adresse ou pour connaître  
l'état de votre compte, composez le : **1 800 700-1033**

**Pour commander par la poste, écrivez à :** Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6<sup>e</sup> étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

**Pour commander par Internet, écrivez à :** [infostats@statcan.ca](mailto:infostats@statcan.ca) ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada ([www.statcan.ca](http://www.statcan.ca)). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

**Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.**

catalogue 1 - 001F (English) 11-010-1054/03044613



# Le Quotidien

Statistique Canada

---

**Le jeudi 6 juin 1997**  
Pour une édition à 8 h-30



**PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS**

- **Transport urbain, 1996** 2  
Malgré le poids accordé aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 46 déplacements au moyen d'un moyen de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5  
À l'issue de la croissance de l'économie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 a été, contrairement à ce qu'on s'attendait, faible.

**AUTRES COMMUNIQUÉS**

- Indice de lutte d'emploi, mai 1997 10
- Énergie sur les anticipations à court terme 11
- Aider en forme pénalisée, semaine se terminant le 31 mai 1997 11
- Produits d'importation, avril 1997 11

**NOUVELLES PARUTIONS** 12

### Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10<sup>e</sup> étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à [listproc@statcan.ca](mailto:listproc@statcan.ca). Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2004. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.